

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA

EST PUBLIÉ ET IMPRIMÉ

Tous les Mercredi.

PAR

ART. GAUVIN, Imprimeur.

TELEPHONE 3577

Tous les communications concernant le

journal ou l'impression, le paiement des

abonnements ou pour impressions, doivent

être adressés à

LE MANITOBA

SAINT-BONIFACE, MANITOBA

Mandement de Sa Grandeur Mgr l'Archevêque de Saint-Boniface sur les écoles du Manitoba

Suite

Les hommes politiques qui ont créé ce triste état de choses ou qui l'ont prolongé par leur manque de courage doivent donc se porter la lourde responsabilité devant Dieu et devant leur conscience. Les événements ne nous donnent que trop raison. Nous qui avons constamment réclamé les droits scolaires de nos coreligionnaires, qui avons répété si souvent en face des affirmations fausses et intéressées de certains politiciens peu scrupuleux, que la question de nos écoles n'est réglée ni dans les centres catholiques, ni surtout dans les centres mixtes condamnés encore aujourd'hui à payer l'injuste et écrasante double taxe.

POURQUOI LES NEGOCIATIONS ANTERIEURES ONT ELLES ECHOUÉ ?

Nos Très Chers Frères, plusieurs d'entre vous, surtout parmi les nouveaux venus, se demandent peut-être si les négociations de ces derniers mois en faveur surtout de nos écoles dans les centres mixtes, sont nouvelles, et, si elles ont eu lieu déjà, pourquoi elles ont échoué.

Nous devons répondre que, plusieurs fois déjà, depuis 1896 sous le Gouvernement de Sir W. Laurier, les Catholiques de Winnipeg ont fait des démarches à Notre demande expresse, pour faire accepter leurs écoles.

Nous n'avons jamais boudé ni les hommes ni les choses; mais nous avons toujours travaillé non seulement à conserver ce qui nous était confié, mais à l'augmenter. Si nous avons toujours réclamé hautement la plénitude de nos droits scolaires, si nous avons cru remplir Notre devoir en disant la vérité à ceux de nos hommes publics qui ont manqué à leur devoir et ont mérité la flétrissure du Prophète "Tu es l'homme", "Tu es cet homme", qui a commis l'injustice, nous n'avons pas cessé, en même temps, de multiplier les écoles primaires et secondaires. De plus l'amélioration qui s'est produite dans les campagnes, grâce au bon vouloir des Gouvernements, ne nous a jamais fait oublier la souffrance des Catholiques des centres mixtes.

Mais, alors, pourquoi les négociations précédentes auprès du Bureau des écoles publiques de Winnipeg (1900-1901-1902) n'ont-elles pas réussi? C'est que plusieurs membres de ce Bureau ont posé aux Catholiques trois conditions; d'abord, il fallait enlever les signes de religion en dehors et en dedans, puis il fallait que les Rdes Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie de Montréal enlevassent leur costume religieux, et enfin les religieuses devaient être remplacées par des maîtresses séculières. Et la clause du soit-disant règlement de 1896, sanctionné le 30 mars 1897 et devenu en force le 1er août 1897, et qui défend de séparer les enfants d'après les confessions religieuses était toujours invoquée contre nous par l'avocat du Bureau.

Chose étrange! Le Bureau des écoles publiques de Winnipeg faisait les mêmes objections que le Bureau des écoles publiques de Faribault, aux Etats Unis! (diocèse de Saint-Paul).

Lorsque le vénérable archevêque de Saint-Paul eut été autorisé par le Saint-Siège à faire passer l'école paroissiale des religieux dominicains sous le contrôle du Bureau des écoles publiques, les crucifix et les images pieuses d'abord, puis le costume des religieuses, furent disparus, et bientôt les religieuses elles-mêmes furent remplacées par des séculières.

Si donc nous avions risqué alors de nous soumettre au contrôle du Bureau des écoles publiques de Winnipeg, nous nous serions exposés à la même déconvenue et nous n'aurions pas eu d'excuse, puisque l'exemple de nos voisins devait nous instruire. C'est été une faute double d'une sottise! Et, cependant, certains hommes politiques intéressés nous prêchaient la confiance dans le Bureau.

Dernièrement quelques membres du Bureau des écoles publiques de Winnipeg ont invoqué, comme toujours du reste jusqu'ici, la clause de l'arrangement Laurier-Greenway, devenu loi en 1897, défendant la séparation des enfants d'après les dénominations religieuses, malgré que cette clause (220) semble être pratiquement appelée ou annulée (Nous l'espérons du moins), par les nouveaux amendements Coldwell qui disent que si les Catholiques ou les Protestants ont une moyenne de vingt-cinq enfants dans les campagnes, et de quarante-cinq dans les villes, les commissaires d'écoles devront leur procurer des maîtres de leur dénomination ou confession religieuse.

Voici d'ailleurs une traduction du texte de ces amendements adoptés le 6 avril 1912 (chapitre 65):

La clause 2 de l'Acte des Ecoles Publiques, chapitre 143, S. R. M., 1902, est amendée par les présentes, en y ajoutant les sous-clauses suivantes:

(R) Le mot école, partout où il se rencontre dans cet acte, signifiera et comprendra toute maison d'école, salle de classe, ou département dans une bâtisse scolaire possédée par un arrondissement scolaire public, et présidée par un ou des instituteurs.

(S) Il sera du devoir de toute commission scolaire de cette province, de pourvoir le local nécessaire conformément aux dispositions de l'Acte des Ecoles publiques, quand elle en sera requise par les parents ou gardiens des enfants, en âge d'aller à l'école, suivant les dispositions de l'Acte des Ecoles publiques.

(T) La clause 218, chapitre 143, S. R. M. 1902, entendait signifier et de fait signifie un instituteur pour les enfants des requérants, et de la même dénomination religieuse que les requérants.

Et de plus, le nouvel avocat a déclaré que l'habit religieux était un empêchement parce que les écoles ne doivent pas être sectaires (confessionnelles).

Nous sommes donc, nous Catholiques, livrés à la merci d'interprétations plus ou moins légales d'une loi ou d'amendements à une loi qui deviennent, en définitive, nuls pour nous! Et l'on ose encore parler très sérieusement de *British Fair Play*, alors que les nôtres font des sacrifices énormes pour soutenir leurs propres éco-

les et qu'ils sont forcés de contribuer au maintien des écoles publiques! Mais, alors, Nous dirait-on, vous n'avez donc rien obtenu jusqu'ici? Au contraire, Nous avons obtenu beaucoup.

Nous avons une école normale bilingue à Saint-Boniface et trois inspecteurs catholiques pour les écoles franco-anglaises; Nous avons maintenu le crucifix aux murs de nos écoles et Nous avons toujours refusé de sacrifier inutilement à un fanatisme ignorant et injuste, le costume religieux, symbole de vertu et de science, drapeau sans tache que Nous n'abandonnerons pas devant l'ennemi.

Nous avons traité avec les Gouvernements des deux partis politiques, au Manitoba et dans la Saskatchewan, et Nous en avons obtenu des concessions avantageuses.

Nous pouvons donc Nous présenter devant vous avec le sentiment du devoir accompli! Nous vous avons donné l'exemple de l'indépendance de la politique humaine, et Nous avons le droit de vous demander de vous unir, de vous solidariser, de vous organiser en dehors des partis politiques, tout en leur conservant votre allégeance si vous savez la subordonner à votre conscience catholique.

Il s'agit de réclamer les droits des Catholiques selon la Constitution de notre pays si nous ne sommes pas des parias. Nous ne demandons aucun privilège, nous réclamons seulement nos droits. A cette fin il faut mettre nos devoirs de catholiques au-dessus des intérêts personnels et des intérêts de parti.

Il est inutile d'invoquer la Constitution du pays et le célèbre *fair play britannique*, si nous n'agissons pas, si nous faisons pas sentir notre influence dans la vie publique.

V LA FEDERATION DES CATHOLIQUES DU MANITOBA.

Nous voulons donc et Nous approuvons hautement la *Fédération des Catholiques du Manitoba*, déjà commencée l'an dernier et dont le Comité, composé de laïques et de prêtres, a fait un travail si sérieux et si désintéressé, si habile et si utile depuis quelques mois, quoique puissent en dire ceux qui la politique aveugle.

Il ne faut pas s'émouvoir si quelques individus veulent mêler la politique à cette œuvre essentiellement catholique et tout à fait en dehors des partis politiques. Nous ne tolérons pas qu'elle devienne un engin de guerre contre un parti politique quelconque, et encore moins contre le parti qui nous a rendu des services appréciables au Manitoba, tout comme un autre parti politique l'a fait dans la Saskatchewan. Nous espérons que la *Fédération* agira toujours fermement et avec prudence, afin d'unir nos Catholiques dans une commune pensée de justes revendications de nos droits, surtout de nos droits scolaires.

Nous serions les derniers des hommes et des catholiques et nous serions indignes du beau titre de citoyens britanniques si nous négligions de nous organiser, comme tant d'autres le font ostensiblement dans ce pays libre pour protéger ce qui nous doit être plus cher que la vie, les droits de l'Eglise, l'âme des petits enfants.

Les Catholiques de Winnipeg et de Brandon sont déçus de ne voir refuser de demander si justes et si modérées alors qu'ils ont droit à des écoles publiques catholiques tout comme les Catholiques d'Ontario et même de Québec; mais ils ne sont pas découragés. La question des écoles du Manitoba est plus vivante que jamais! Ils ont confiance dans leur bon droit et ils continueront volontiers à faire des sacrifices: bien onéreux, surtout dans les paroisses pauvres de Winnipeg. Loin de fermer nos écoles, nous les agrandirons le cœur plein d'espérance; car le droit et la vérité ne meurent pas et finissent toujours par triompher dans les pays de liberté conquise ou à conquérir.

Le point capital, en ce moment, est l'union loyale, sincère et persévérante des Catholiques dans le libre exercice de leurs droits publics.

Un peuple libre et fier qui lutte doit finir par triompher. La loi nous commande d'espérer, et les institutions britanniques de notre pays nous en font aussi un devoir.

Il appartiendra à la prochaine assemblée générale de la *Fédération* de régler ce qui devra être fait à l'avenir. D'abord, pour éclairer l'opinion publique par la presse catholique. Il s'agit pour chaque Catholique de bien comprendre le devoir du moment et de se rendre compte des moyens d'action à employer.

Nous voulons la paix assurément; mais pour nous, hommes fièrement libres, Catholiques convaincus, il ne peut y avoir de paix que dans la justice! Les réparations partielles ne sont que des à-compte.

Nous ne pouvons nous déclarer satisfaits que dans la pleine reconnaissance de nos droits. Si nous sommes disposés à obéir aux directions du Pontife suprême, du Grand Voyant en Israël, nous ne serons jamais forcés de passer sous les fourches caudines, en nous liant, à l'avance, à ce qui répugne à l'honneur et à la conscience.

Nous n'accepterons donc jamais ni l'école neutre, ni l'université neutre, ni l'obligation d'envoyer nos enfants à l'école neutre. Nous apprécions et nous apprécierons toujours les preuves de bon vouloir des Gouvernements et nous nous en souviendrons; mais nous ne voulons nous lier, nous inféoder à aucun parti politique au point de le servir, même s'il nous opprime ou nous menace ou nous abandonne.

Nous espérons donc que les Catholiques de Notre diocèse comprendront leur devoir et qu'ils s'uniront franchement pour amener nos Gouvernements à nous rendre justice, en aidant au besoin, de leur bon vouloir quand ils sont sincères; mais qu'ils gardent toujours une réelle indépendance.

Nous comprenons toutes les difficultés que comporte cette nouvelle orientation des forces catholiques; mais Nous avons pleine confiance que Nous trouverons, dans chaque comté, chaque paroisse, chaque colonie, des hommes de bon vouloir pour organiser l'action catholique.

Et comme Nous devons compter avant tout sur le secours du ciel, nous demandons que l'oraison de *mandato* soit désormais, la 13e des oraisons diverses, *Pro quacunque tribulatione*, et au salut du Très Saint Sacrement, on récitera un *Pater* et un *Ave* après les premières oraisons, et Nous espérons que l'on se conformera dans toutes les églises, dans les villes comme dans les campagnes, à ces prescriptions; ce dont Nous Nous assurerons durant la visite pastorale.

Veuillez croire, Nos Très Chers Frères, à notre entier dévouement et recevez une bénédiction de lumière et de force afin de bien comprendre et de bien accomplir le devoir important de l'heure présente.

Sera le présent mandement lu au prône des messes paroissiales, dans les chapelles où se fait l'office public et au chapitre des communautés religieuses, le premier dimanche après sa réception.

Donné à Saint-Boniface, sous Notre seing et sceau et le contre seing de Notre chancelier le 13 avril mil neuf cent treize en la fête de la solennité de St. Joseph.

† ADÉLARD, O. M. I.,

Archevêque de Saint-Boniface

Par mandement de Monseigneur l'Archevêque.

J.-H. PRUD'HOMME, P.T.C.

Chancelier.

Par Acclamation

L'Honorable Joseph Bernier, Secrétaire-Provincial, a été élu par acclamation aujourd'hui.

Se liste se couvrait de quatorze cents noms.

Les velléités de candidatures qui s'étaient affirmées depuis quelques semaines ont disparu dans les dernières heures avec un ensemble significatif.

Après la proclamation de M. l'officier-rapporteur Leclerc, le nouveau ministre a fait le bref discours suivant:

Messieurs les électeurs du comté de Saint-Boniface, je vous remercie du plus profond de mon cœur de la marque de confiance que vous venez de me donner. Je suis, par la volonté unanime de mon fidèle comté de Saint-Boniface, pourvu d'un nouveau mandat de député—et cela malgré les attaques réitérées qui ont été faites contre moi par des groupes qui ont cependant des mentalités différentes.

J'ai gardé le silence devant ces attaques et devant les menaces qu'on me faisait en certains quartiers; je voulais laisser au comté de Saint-Boniface de répondre pour moi. La réponse, tout le pays la connaît maintenant.

L'élection terminée, on ne m'accusera plus de parler parce que j'y suis obligé par des menaces. Et, non pas pour ceux qui m'ont sommé cavalièrement de parler, mais pour mes amis, qui ont cru à mon honorabilité et ont eu confiance en moi à cause de mon passé, je déclare que mon entrée dans le gouvernement Roblin n'est le résultat d'aucun compromis. Mes idées et mes principes sont les mêmes qu'ils ont toujours été. Le gouvernement Roblin ne se compose pas d'esclaves; en m'invitant à faire partie de son cabinet, sir Rodmond Roblin ne m'a pas plus obligé à renoncer à mes idées qu'il n'a demandé à mes collègues de renoncer aux leurs.

Ministre, je suis, comme lorsque j'étais simple député, défenseur déterminé de la constitution de mon pays. Je fais partie d'un groupe d'hommes qui désirent la justice pour tous, le respect de toutes les croyances et de toutes les races, le respect de la vraie liberté à l'ombre du drapeau britannique.

L'Evenement

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE
D'EXISTENCE

Nous profitons de cet anniversaire pour dire à notre confrère en quelle estime nous le tenons et quelle admiration nous avons pour sa crâne attitude dans la mauvaise comme dans la bonne fortune. *L'Evenement* et le *Manitoba* sont compagnons d'armes à plusieurs titres puisqu'ils ont souvent fait les mêmes luttes; nous avons maintes fois senti la sympathie du grand confrère pour les groupes français de l'Ouest. Aussi nos félicitations sont-elles en ce jour d'une cordialité particulière.

A propos de la Belgique

M. Jean Cloeset, de cette ville, vient de rectifier, avec beaucoup d'à-propos, certaines assertions du *Free Press* au sujet des lois électorales de la Belgique. La représentation proportionnelle, telle que pratiquée en Belgique, repose sur un principe des plus justes, et elle adonné d'excellents résultats.

IL PERD SON DEPOT

M. Arn Eggertson, le candidat opposant à la démission de M. Roblin, a perdu son dépôt dans l'élection de Gimli.

Jamais le gouvernement Roblin n'a été aussi fort; et c'est justice.

Vaines Menaces

Le *Free Press* voudrait absolument imposer à Mgr l'Archevêque de Saint-Boniface une ligne de conduite sur la question scolaire.

Le *Free Press* n'a qu'à lire la lettre pastorale de Sa Grandeur, que les journaux publient en ce moment, et il verra que l'archevêque de Saint-Boniface n'a pas l'intention de se laisser intimider par les menaces.

Titres honorifiques

Vendredi dernier l'Université du Manitoba offrait un lunch d'honneur à M. l'abbé Chénier, curé de l'Immaculée Conception et au Dr E. E. Westbrook, président de l'Université de la Colombie Anglaise, et leur conféra le degré de docteurs en droit. Nous réitérons nos félicitations respectueuses aux titulaires.

GIMLI

De tous les commentaires qui ont été faits sur la grande victoire de Gimli, c'est celui de sir Rodmond Roblin, le chef du gouvernement lui-même, qui nous paraît le plus exact dans sa conclusion:

"Je suis naturellement enchanté de l'élection de M. Taylor. Son succès ne m'étonne pas, mais ce qui m'étonne un peu, c'est son énorme majorité. Les journaux de l'opposition ont fait tellement de cancanes depuis quelques mois sur ce qu'ils appellent la fin du gouvernement, et ils ont tellement dit que j'avais perdu la confiance de l'électorat, que j'avais décidé de savoir si c'était vrai. En conséquence, je m'abstins d'aller moi-même dans le comté et je persuadai à mes collègues de s'abstenir aussi de prendre part à la campagne. M. Taylor a fait sa campagne seul; par conséquent, sa grande victoire veut dire, soit qu'il est l'homme le plus populaire du Manitoba, soit que le gouvernement possède comme il ne l'a jamais possédée dans le passé la confiance du public.

"La vérité, c'est qu'il n'y a pas un seul comté dans la province, pas même Landdowne, qui n'appuiera pas le gouvernement, du moment qu'on fera à l'électorat l'énoncé véridique des programmes respectifs des deux partis. M. Norris, qui je respect personnellement beaucoup et dont j'admire l'habileté comme homme public, a dirigé lui-même la campagne libérale. Il est demeuré trois semaines dans le comté.

Résultat: Déroute complète, perte de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie! Il en sera de même aussi longtemps que M. Norris permettra au public de croire que s'il arrive au pouvoir il appellera dans son gouvernement des hommes comme MM. Johnson, Green, Molloy et quelques autres. Les conservateurs resteront facilement au pouvoir jusqu'à ce que M. Norris change de lieutenant. Un homme public, s'il veut mériter le respect et la confiance, doit être franc et honnête dans ses affirmations; il doit posséder une certaine habileté, il doit être imbu d'un double es-

prit de progrès et de patriotisme."

"Je remercie mes amis du comté de Gimli; et, si je ne sentais que tous se sont comportés admirablement, j'offrais des remerciements particuliers à mes amis islandais, qui ont eu résister aux appels déterminés qu'on a fait à leurs sentiments nationaux et à leur race. Je n'oublierai pas l'obligation dans laquelle ils m'ont placé; et dans le Bill de redistribution, je verrai au maintien de ce qui paraît être pour le comté de Gimli une espèce de droit acquis."

"Pour me servir des mots d'un poète qui raconta la bataille de Blenheim, je dirai simplement: 'C'est un glorieux victoire.'"

"Je regrette de perdre M. Baldwinson (récentement nommé député secrétaire provincial), mais je me réjouis d'acquiescer un député capable et patriote comme M. Taylor."

Une éclipse de "Soleil"

Le *Soleil* de L'Ouest est morose; il se crêpe lugubrement. Ça va, en effet, assez mal pour lui!!
Sympathies.

Correspondance

St. Boniface, 12 Mai 1913.

Monsieur le Rédacteur,
"Le Manitoba."

Cher Monsieur.

Auriez-vous l'obligeance d'insérer les quelques lignes qui suivent dans votre journal:

Vos lecteurs savent qu'en décembre dernier, je fus subitement destitué de mes fonctions comme chef de police de St-Boniface, sans avis et même sans me donner la moindre explication.

Vu que quelques citoyens n'étaient pas au courant des intrigues jouées depuis quelques années par ceux qui trouvaient que l'accomplissement de mon devoir les gênait, une telle destitution était de nature à nuire considérablement à ma réputation.

Il me fait plaisir de dire que quelques échevins s'empresurent de me dire combien ils le regrettaient et qu'ils feraient leur possible pour faire changer les conditions de ma destitution de manière à diminuer autant que possible l'injustice qui m'avait été faite; mais, voyant que rien ne se faisait, mes amis s'en sont plaint tellement que j'ai dû prendre les démarches nécessaires pour faire disparaître l'impression créée par une telle destitution. Par l'entremise de mon avocat, j'ai présenté au Conseil de la Cité de St-Boniface, une réclamation en dommages; le Conseil chargea le comité de Police de régler avec moi et je fus convoqué à une assemblée spéciale de ce Comité afin d'en venir à une entente.

Le comité fut unanime à reconnaître l'injustice qui m'avait été faite, et que dans l'Administration du Département de Police aussi bien que dans les nombreuses charges qui m'étaient confiées, j'avais toujours donné entière satisfaction dans l'accomplissement de mon devoir; et en compensation, le Comité m'offrit de \$500.00 dollars.

Je fis comprendre au Comité que mon but n'était pas tant d'avoir de l'argent que d'avoir un document qui me justifierait aux yeux de ceux qui seraient

A suivre à la 3me page

